



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Libye

Question au Gouvernement n° 3719

Texte de la question

SITUATION EN LIBYE

M. le président. La parole est à Mme Nicole Ameline, pour le groupe Les Républicains.

Mme Nicole Ameline. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Je veux revenir sur l'urgence libyenne, sur une situation qui n'est plus seulement une menace mais un danger imminent, déclaré, réel pour notre sécurité collective. La Libye est devenue la base arrière du djihadisme, ce qui vise directement notre sécurité comme cela affecte la transition, déjà fragile, des pays de la région. Les récents attentats qui viennent de frapper la Tunisie, à l'égard de laquelle nous sommes évidemment tout à fait solidaires, ainsi que l'instabilité des autres pays de la région, qu'il ne faut pas oublier, rappellent s'il en était besoin que la croissance de Daech constitue un danger nouveau absolument déterminant aux portes de l'Europe.

On aurait pu imaginer que la présence de Daech réveillerait positivement le nationalisme libyen et éteindrait les rivalités locales. Ce n'est pas le cas. Aujourd'hui, le Gouvernement d'unité nationale reste une fiction légale alors que sa validation institutionnelle est nécessaire à la légitimité et à l'efficacité de toute action internationale politique, économique, voire militaire.

Je vous demande, monsieur le Premier ministre, quelles sont les initiatives politiques immédiates que compte prendre la France aux côtés de la communauté internationale et de la mission Kobler pour consolider le processus politique et institutionnel qui s'impose comme une véritable urgence. L'Union européenne, face au conflit syrien et à la crise migratoire, n'a fait preuve ni d'autorité, ni d'organisation, ni d'anticipation, ni de coordination. Peut-on espérer, aux lendemains du sommet de Venise, que nous allons corriger cette trajectoire dans l'intérêt même de la France et des autres États européens ? Pouvons-nous aussi imaginer que les États européens, je pense entre autres à l'Italie et à ceux du sud de l'Europe, puissent former une *task force* susceptible de prendre utilement le leadership sur cette partie de la Méditerranée où l'on voit naître malheureusement les prémices d'un nouveau conflit. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des affaires européennes.

M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes. Madame la députée, comme l'a dit le ministre de la défense et comme vous venez de le rappeler, la situation en Libye est l'objet de toute notre attention parce qu'elle a un impact sur la sécurité de la région, en particulier en Tunisie mais aussi au Sahel, et qu'elle représente une menace pour l'Europe. Le groupe Daech prospère aujourd'hui, notamment autour de la ville de Syrte ; il profite de l'absence d'État unitaire en Libye et de l'absence d'unité du peuple libyen.

M. Yves Fromion. Et on ne fait rien !

M. Harlem Désir, *secrétaire d'État*. Vous avez donc raison, madame la députée, de rappeler que la priorité de la France comme de la communauté internationale, c'est la constitution d'un gouvernement d'union nationale en Libye. Nous soutenons les efforts du médiateur des Nations unies, M. Kobler, pour aboutir à la constitution de ce gouvernement qui a d'ores et déjà reçu le soutien d'un très grand nombre de parlementaires de l'Assemblée de Tobrouk, même si celle-ci n'a pas pu se réunir. Ce gouvernement doit pouvoir s'installer à Tripoli, récupérer la souveraineté sur l'intégralité du territoire libyen et avoir l'appui de la communauté internationale, en particulier de la France et de ses partenaires européens.

Le ministre des affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, dès sa nomination, a rencontré à Munich ses principaux homologues des pays concernés et le représentant des Nations unies.

Hier, lors de la rencontre entre le Président de la République et le Président du conseil italien, Matteo Renzi, les deux pays ont décidé de renforcer leur coopération sur ce sujet qui concerne directement notre sécurité.

Dimanche, à Paris, le ministre des affaires étrangères recevra, outre John Kerry, les représentants de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de l'Union européenne, et le sujet libyen sera évidemment à l'ordre du jour.

Il faut donc absolument que tous les acteurs qui ont une influence sur ce pays, en particulier plusieurs pays de la région, fassent pression sur les Libyens pour que soit institué ce gouvernement d'union nationale et que la communauté internationale soit évidemment prête à tout faire pour empêcher que le groupe Daech ne prenne le contrôle de la Libye.

Données clés

Auteur : [Mme Nicole Ameline](#)

Circonscription : Calvados (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3719

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 mars 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [10 mars 2016](#)